



Azərbaycan Respublikasının
Qeyri-Hökumət Təşkilatlarına
Dövlət Dəstəyi Agentliyi



RAPPORT SUR LES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME DANS LES TERRITOIRES FRANÇAIS D'OUTRE-MER

Bakou 2024

Auteur: **Parvana Valiyeva (experte)**

Mots-clés : **Colonialisme, Outre-mer, néo-colonialisme, indépendance**

Déclaration de financement

Cette étude a été financée par l'Agence de soutien de l'État aux organisations non gouvernementales.

Déclaration d'intérêts concurrents

Les auteurs déclarent qu'ils n'ont aucun intérêt financier concurrent connu ni aucune relation personnelle qui aurait pu influencer le travail rapporté dans cet article.

Les opinions exprimées dans le rapport ne représentent pas les intérêts ou la position du donateur.

Remerciements

Les auteurs souhaitent remercier les partenaires suivants pour leur soutien à la préparation du rapport et pour leur collaboration : ***Union populaire pour la libération de la Guadeloupe - UPLG, Front de libération nationale kanak et socialiste - FLNKS, Alliance Nationale de Guadeloupe - ANG, Tavini Huira'atira, Mouvement de décolonisation et d'émancipation sociale - MDES, Mouvement International pour les Réparations - MIR, Mouvement des démocrates et écologistes pour une Martinique souveraine - MODEMAS, Parti pour la Libération de la Martinique - PALIMA, Kollèctif Jistiss Matinik***

TABLE DES MATIERES / TABLE OF CONTENTS

RÉSUMÉ EXÉCUTIF.....	5
EXECUTIVE SUMMARY.....	46
INTRODUCTION.....	7
INTRODUCTION.....	48
VIOLATIONS DES DROITS ENVIRONNEMENTAUX	
DANS L'OUTRE-MER FRANÇAIS.....	9
ENVIRONMENTAL RIGHTS VIOLATIONS IN FRENCH OVERSEAS.....	50
ESSAIS NUCLÉAIRES EN POLYNÉSIE FRANÇAISE.....	10
NUCLEAR TESTING IN FRENCH POLYNESIA.....	51
EXPLOITATION DU NICKEL EN NOUVELLE-CALÉDONIE.....	11
NICKEL EXPLOITATION IN NEW CALEDONIA.....	52
SCANDALE DES PESTICIDES EN MARTINIQUE ET GUADELOUPE.....	14
PESTICIDE SCANDAL IN MARTINIQUE AND GUADELOUPE.....	55
VIOLATION DU DROIT À LA SANTÉ.....	15
VIOLATION OF RIGHT TO HEALTH.....	56
VIOLATION DU DROIT À L'ÉDUCATION.....	17
VIOLATION OF RIGHT TO EDUCATION.....	58
VIOLATION DU DROIT À L'INFORMATION.....	19
VIOLATION OF RIGHT TO INFORMATION.....	60
VIOLATION DU DROIT DE VOTE.....	20
VIOLATION OF RIGHT TO VOTE.....	61
VIOLATION DU DROIT À LA CULTURE.....	22
VIOLATION OF RIGHT TO CULTURE.....	63
VIOLATION DE LA LIBERTÉ DE RELIGION	24
VIOLATION OF FREEDOM OF RELIGION.....	65

CESSATION DE LA TRANSMISSION D'INFORMATIONS PAR LA FRANCE À L'ONU.....	26
CESSATION OF INFORMATION TRANSMISSION BY FRANCE TO UN.....	67
HISTOIRES PERSONNELLES SUR LA VIOLATION DES DROITS ET LIBERTÉS DES PERSONNES VIVANT À L'ÉTRANGER.....	28
PERSONAL STORIES ON THE VIOLATION OF RIGHTS AND FREEDOM OF THE PEOPLE LIVING IN OVERSEAS.....	69
ERIC SIMONI ET NAZIONE.....	29
ERIC SIMONI AND NAZIONE.....	70
HERVÉ PINTO, PRÉSIDENT DU KOLEKTIF JISTIS MATINIK, CONDAMNÉ À 20 MOIS DE PRISON.....	32
HERVÉ PINTO, PRESIDENT OF KOLEKTIF JISTIS MATINIK, SENTENCED TO 20 MONTHS IN PRISON.....	74
«LA FRANCE NOUS GARDE COMME PRISONNIERS POLITIQUES» RESPONSABLE NÉO-CALÉDONIEN.....	33
“FRANCE KEEPS US AS POLITICAL PRISONERS” New Caledonian official.....	75
UNE PLAINTÉ POUR VIOL CONFIRMÉE PAR LE PROCUREUR DE LA RÉPUBLIQUE, QUI NIE TOUTE IMPLICATION DES FORCES DE L'ORDRE À CE STADE DE L'ENQUÊTE.....	34
A COMPLAINT OF RAPE CONFIRMED BY THE PUBLIC PROSECUTOR, WHO DENIES THE INVOLVEMENT OF LAW ENFORCEMENT AT THIS STAGE OF THE INVESTIGATION.....	76
MEMBRE DU PARTI NAZIONE : LA FRANCE EST EXTRÊMEMENT PRÉOCCUPÉE PAR NOTRE RENFORCEMENT.....	36
MEMBER OF NAZIONE PARTY: FRANCE IS EXTREMELY CONCERNED ABOUT OUR STRENGTHENING.....	78
Militants kanak transférés en métropole : le FLNKS dénonce une décision «inacceptable, anormale, absurde».....	38
Kanak activists transferred to mainland France: FLNKS denounces an “unacceptable, abnormal, absurd” decision.....	80
CONCLUSION.....	39
CONCLUSION.....	81

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Les préjugés de la France à l'égard des minorités nationales dans ses zones d'outre-mer, sa politique et sa discrimination religieuse, riche d'une histoire de colonialisme et qui a coûté la vie à des millions de personnes en Afrique, en Asie et dans le monde arabe, au mépris de leurs droits et libertés, sont devenus évidents au cours des dernières années.

Ce rapport a été préparé en examinant les violations des droits humains fondamentaux tels que la santé, l'éducation, le logement, l'écologie et l'environnement, le patrimoine culturel, l'information, la liberté de circulation, de religion et la liberté d'expression dans les zones colonisées françaises. Les informations contenues dans le rapport visent à soutenir la lutte légitime des communautés vivant dans les pays souffrant du colonialisme, elles peuvent être utilisées comme un outil dans le processus de plaidoyer et les communautés renforcées se battront pour leurs droits et libertés.

Le projet révèle comment la France a colonisé et gouverne actuellement ses territoires d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Guyane française, Guadeloupe, Martinique, Mayotte, Corse, ainsi que par le passé le Maroc, l'Algérie.

Dans ses territoires d'outre-mer, la France s'engage dans une politique d'hégémonie culturelle et de « culturcide », qui fait référence à la destruction délibérée du patrimoine culturel d'un peuple. Cette politique entrave considérablement le développement des cultures et des traditions locales. Les actions de la France consistent notamment à faire respecter les normes et valeurs culturelles françaises par rapport à celles des populations autochtones, marginalisant et érodant ainsi leurs identités culturelles uniques.

La France impose des programmes scolaires basés sur l'histoire et la géographie françaises, qui ne reflètent pas les expériences vécues, les histoires ou les contextes culturels des peuples autochtones de ces territoires. De plus, la langue française est promue et priorisée dans les établissements d'enseignement, ce qui conduit souvent à la négligence, voire au déclin des langues locales. Beaucoup de ces langues locales sont déjà en danger, et le manque de soutien à leur utilisation et à leur développement dans les systèmes éducatifs formels accélère leur voie vers l'extinction.

Dans l'ensemble, ces efforts d'assimilation créent un scénario dans lequel les jeunes générations de peuples autochtones grandissent avec une connaissance et une appréciation limitées de leur propre patrimoine culturel. Au lieu de cela, on leur inculque des récits culturels et historiques français, ce qui mine leur identité et leur continuité culturelles. Cette stratégie perturbe non seulement la transmission des connaissances et des traditions culturelles, mais constitue également une menace sérieuse pour la préservation des divers patrimoines culturels dans les territoires français d'outre-mer.

Il faut mettre fin à toutes les formes de colonialisme dans le monde.

INTRODUCTION

En tant que plus grand pays colonial de l'histoire, la France mène une politique très biaisée et discriminatoire à l'égard des minorités ethniques. Au XIXe siècle, la France colonise 13 territoires d'outre-mer (France d'outre-mer), dont la Nouvelle-Calédonie. Même si le colonialisme a pris fin dans les années 1960, ces régions sont restées partie intégrante du territoire français. Le problème actuel de la Nouvelle-Calédonie, qui revêt une importance stratégique dans le Pacifique Sud-Ouest, découle des méthodes des anciens empires coloniaux.

Le gouvernement français mène actuellement une nouvelle politique de colonialisme au nom de ses propres intérêts, menant une politique d'assimilation des populations locales dans les territoires d'outre-mer et transférant des migrants illégaux vers ces territoires.

En France, où vit le plus grand nombre de musulmans d'Europe, les insultes et les protestations contre la religion islamique ont toujours été monnaie courante. Bien qu'il n'existe pas de statistiques officielles sur les crimes commis sur la base de la haine des autres religions, les interdictions contre la population musulmane du pays, les Français noirs et d'autres groupes ethniques et religieux, notamment les musulmans, se multiplient, les écoles religieuses sont fermées et la construction des mosquées n'est pas autorisée, les imams sont expulsés des mosquées, l'interdiction du hijab s'étend, les croyances sacrées des musulmans sont insultées. Cela montre une fois de plus que le racisme et l'islamophobie sont en hausse en France.

Le président azerbaïdjanais Ilham Aliyev, dans son discours à la réunion ministérielle du Bureau de coordination du Mouvement des pays non-

alignés tenue à Bakou, a noté que sous le règne de la France connu par plein de génocides, environ 1,5 million d'Algériens ont été tués. Les crânes des combattants de la liberté algériens sont toujours conservés comme trophées de guerre dans un musée parisien. Dans le cadre de la réunion ministérielle du Bureau de coordination des Nations Unies, les participants ont adopté une déclaration et créé le Groupe d'initiative de Bakou (BIG) contre le colonialisme français lors de l'événement consacré au thème « Vers l'élimination complète du colonialisme ». Depuis sa création, le BIG a pris de nombreuses initiatives pour lutter contre le néocolonialisme et a réussi à alarmer la France en attirant l'attention de la communauté internationale et des médias étrangers sur le problème de l'esclavage-colonialisme, qui existe de facto dans différentes régions du monde.

Au lieu de mettre fin aux violations des droits et libertés de l'homme, au racisme et à la destruction de l'histoire et de la culture des minorités ethniques dans son propre pays et dans ses territoires d'outre-mer, la France s'immisce dans les affaires intérieures des autres pays. La France doit s'excuser auprès des pays d'Afrique, d'Asie du Sud-Est et des autres pays membres de l'ONU pour son passé colonial, ses crimes colonialistes sanglants et ses actes de génocide.

VIOLATIONS DES DROITS ENVIRONNEMENTAUX DANS L'OUTRE-MER FRANÇAIS



L'étude documentaire a été réalisée en analysant les traités internationaux sur les droits environnementaux, les déclarations et conventions des Nations Unies, les rapports de la société civile et des médias sur la pollution ou d'autres dommages écologiques commis dans les territoires français d'outre-mer.

ESSAIS NUCLÉAIRES EN POLYNÉSIE FRANÇAISE



Entre 1966 et 1996, le gouvernement français a procédé au total à 193 essais nucléaires dont 41 atmosphériques et 152 souterrains en Polynésie française, notamment sur les atolls de Moruroa et Fangataufa. Ces tests ont eu des impacts environnementaux et sanitaires à long terme sur les communautés locales, notamment une augmentation des taux de cancer et des dommages écologiques. La décision de procéder à ces essais en Polynésie française s'inscrit dans le cadre des efforts de la France pour développer et entretenir un arsenal nucléaire, dans le but de s'imposer comme une puissance nucléaire mondiale.

Les inquiétudes de la population de Polynésie française face au programme d'essais nucléaires qui a duré plus de trente ans ont fortement faussé le processus référendaire. En 1958, un référendum a eu lieu en Polynésie française, qui n'était pas un acte d'autodétermination, mais plutôt basé sur une question limitée liée à une nouvelle constitution française. Cela a ouvert la voie à la Polynésie française pour devenir le site de décennies d'essais nucléaires atmosphériques sur le territoire.

EXPLOITATION DU NICKEL EN NOUVELLE-CALÉDONIE



Colonisée par la France en 1853, la Nouvelle-Calédonie constitue, comme la Polynésie, une place stratégique pour les intérêts français dans le Pacifique. Ses riches ressources minérales en font une ressource précieuse pour les intérêts français. Selon diverses estimations, elle détient 20 à 30 % des stocks mondiaux de nickel, un minéral utilisé dans l'archipel pour fabriquer de l'acier inoxydable¹.

La Nouvelle-Calédonie est la troisième au monde en réserves de nickel, ressource essentielle aux véhicules électriques. L'île revêt une importance géopolitique stratégique dans le Pacifique. Par conséquent, des pays comme la Chine soutiennent le « Groupe fer de lance mélanésien » pour accroître leur influence dans la région. L'exploitation

¹ <https://www.euractiv.com/section/energy-environment/news/new-caledonias-nickel-industry-in-turmoil/>

communautaire d'importants gisements de nickel en Nouvelle-Calédonie a conduit au boom du nickel de 1969 à 1972, impactant la composition démographique du territoire et provoquant des frictions sociales entre les autochtones Kanaky et les colons français².

L'exploitation du nickel en Nouvelle-Calédonie a eu des impacts environnementaux importants, entraînant divers problèmes écologiques et sociaux. Le processus d'extraction et les activités associées ont provoqué la déforestation, l'érosion des sols et la pollution de l'eau, affectant négativement la biodiversité et les écosystèmes locaux. La perturbation de la structure du sol et la disparition de la végétation contribuent à l'érosion des sols, qui peut entraîner une sédimentation dans les rivières et les zones côtières. Cette sédimentation affecte la qualité de l'eau et les habitats aquatiques, nuisant à la vie marine et aux récifs coralliens. Le processus minier génère des déchets, notamment des résidus et des scories, qui contiennent souvent des substances toxiques telles que des métaux lourds. Ces polluants peuvent s'infiltrer dans les eaux souterraines et les eaux de surface, contaminant les sources d'eau potable et affectant la santé des communautés locales. Le rejet de ces polluants dans l'environnement peut également nuire aux écosystèmes aquatiques, entraînant un déclin des populations de poissons et d'autres espèces aquatiques. La Nouvelle-Calédonie est connue pour sa riche biodiversité, avec de nombreuses espèces que l'on ne trouve nulle part ailleurs dans le monde. La destruction des habitats naturels due aux activités minières a entraîné le déclin de nombreuses espèces végétales et animales. La fragmentation des habitats exacerbe encore les défis auxquels est confrontée la faune, rendant difficile la migration, la reproduction et la survie des espèces.

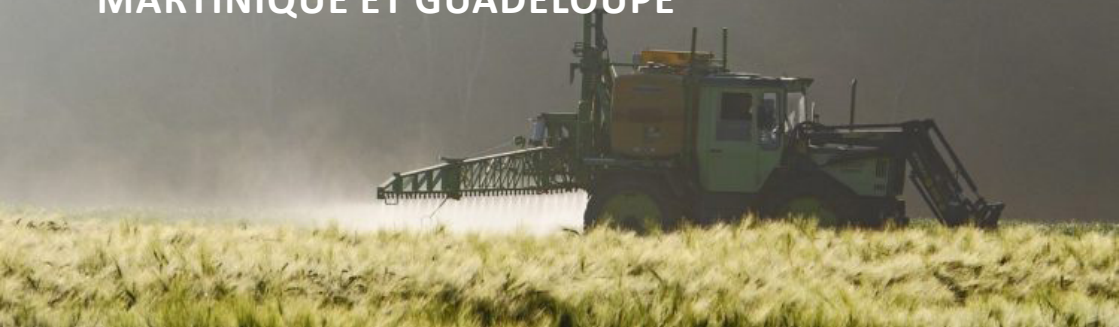
2 Le projet d'études sur la dépendance. Étude et analyse sur la gouvernance des dépendances. Carlyle G. Corbin. 1 juin 2024

La dégradation de l'environnement causée par l'extraction du nickel a eu un impact profond sur les communautés locales, en particulier sur le peuple autochtone Kanak. La pollution des sources d'eau et la destruction des terres ont affecté les pratiques et les moyens de subsistance traditionnels, entraînant des défis sociaux et économiques.

Marie-Line Sakilia, vice-présidente de la commission des droits des femmes et de la famille du Parlement de Nouvelle-Calédonie, partage des sentiments similaires concernant l'impact des pratiques coloniales sur l'environnement et le peuple kanak. Elle souligne les effets durables des politiques coloniales françaises, qui ont perturbé le tissu social et environnemental de la Nouvelle-Calédonie. Sakilia attire l'attention sur les graves dommages écologiques causés par l'extraction du nickel, notamment la pollution et la destruction des habitats naturels, qui exacerbent les défis socio-économiques auxquels est confronté le peuple kanak. Elle milite pour la reconnaissance des droits du peuple kanak et la nécessité de pratiques durables respectueuses de l'environnement et des traditions autochtones.

Roch Haocas, vice-président du Syndicat des travailleurs kanak exploités, condamne fermement l'exploitation historique et actuelle de la Nouvelle-Calédonie par les puissances coloniales françaises. Il souligne à quel point l'exploitation des terres, notamment à travers l'extraction du nickel, a été préjudiciable au peuple kanak. Haocas souligne que le peuple kanak a été systématiquement marginalisé et privé de ses terres, ce qui a entraîné de graves conséquences sociales et environnementales. L'industrie minière du nickel est présentée comme une continuation de l'exploitation coloniale, contribuant à la dégradation de l'environnement et portant atteinte aux droits et au bien-être de la population autochtone.

SCANDALE DES PESTICIDES EN MARTINIQUE ET GUADELOUPE



Depuis plus de 40 ans, deux territoires français des Amériques, la Martinique et la Guadeloupe, sont confrontés à l'un des plus grands scandales environnementaux de l'histoire des Caraïbes en raison de l'utilisation d'un pesticide organochloré, le chlordécone (également connu sous la marque Kepone), dans les plantations de bananes. Bien qu'interdit d'utilisation aux Etats-Unis depuis les années 1970, ce pesticide a été appliqué de manière intensive dans les champs de bananes de ces deux territoires des Caraïbes françaises de 1972 à 1993 pour lutter contre le charançon du bananier, un insecte ravageur important des cultures de bananes.

Claudette Duhamel, vice-présidente du Mouvement des Écologistes et Démocrates pour la Martinique Indépendante, a évoqué le processus historique d'assimilation imposé aux peuples colonisés, notamment dans le contexte de l'esclavage. Elle a décrit comment ce processus a conduit à la déshumanisation et à l'effacement culturel des Africains réduits en esclavage, les forçant à adopter la culture et la vision du monde de leurs colonisateurs.

VIOLATION DU DROIT À LA SANTÉ



Le chlordécone est un perturbateur endocrinien reconnu comme neurotoxique et reprotoxique et classé cancérigène possible depuis 1979 par l'OMS. En Martinique et en Guadeloupe, il a été révélé que le chlordécone, qui transite par la chaîne alimentaire, avait contaminé non seulement les sols mais aussi les rivières, les eaux souterraines, une partie du littoral marin, le bétail, les volailles, les poissons, les coquillages, les légumes-racines et l'homme. population elle-même. Il est désormais reconnu que plus de 90 % de la population de ces deux territoires est continuellement soumise à une contamination au chlordécone, principalement via la chaîne alimentaire.

Des études épidémiologiques ont montré que des concentrations sanguines supérieures à 0,1 mg/L sont associées à des problèmes de santé à long terme, notamment le cancer, les naissances prématurées et les troubles du développement cognitif et moteur. En effet, des taux élevés d'hépatite fulminante, d'épilepsie sévère, de lymphome, de leucémie et de cancer de la prostate, entre autres affections, ont été signalés en Martinique et en Guadeloupe, probablement liés à l'exposition au chlordécone.

Avec les violations des droits environnementaux mentionnées ci-dessus, la France enfreint grossièrement les principaux accords internationaux sur l'environnement et le changement climatique dont elle est signataire et ratifiée :

- 1. Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) (1992)**
- 2. Protocole de Kyoto (1997)**
- 3. Accord de Paris (2015)**
- 4. Convention sur la diversité biologique (CBD) (1992)**
- 5. Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants (POP) (2001)**
- 6. Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontaliers de déchets dangereux et de leur élimination (1989)**
- 7. Convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet d'un commerce international (1998)**
- 8. Convention de Minamata sur le mercure (2013)**

VIOLATION DU DROIT À L'ÉDUCATION



L'un des aspects clés de la domination culturelle est la mise en œuvre de politiques d'assimilation. Ces politiques visent à intégrer les populations autochtones dans la culture française, souvent aux dépens de la leur. L'un des moyens d'y parvenir est de recourir au système éducatif.

Louis Philippe, avocat brésilien spécialisé dans le développement durable, a évoqué le droit à l'éducation des peuples autochtones de Guyane française. Il a souligné la nécessité d'une éducation culturellement adéquate qui respecte les langues et les traditions autochtones, plaidant pour des processus éducatifs incluant la participation et le consentement des communautés autochtones.

Selon Louis Philippe Patrick De Jongh Filho, ils luttent pour le droit à l'éducation des peuples autochtones de Guyane française, plaidant pour une éducation bilingue qui préserve les langues autochtones et respecte leur droit à l'autodétermination. Il a souligné la nécessité de préserver

et de promouvoir les langues autochtones dans le cadre éducatif. De nombreuses langues autochtones sont menacées d'extinction et les systèmes éducatifs donnent souvent la priorité à la langue dominante de la puissance colonisatrice, en l'occurrence le français. Les communautés autochtones devraient être impliquées dans la conception et la mise en œuvre des programmes éducatifs. Divers défis auxquels les étudiants autochtones sont confrontés, tels que la discrimination, le manque de ressources et le décalage culturel entre leur environnement d'origine et le système scolaire. Ces défis contribuent à un niveau d'éducation inférieur et à des opportunités réduites pour les jeunes autochtones.

VIOLATION DU DROIT À L'INFORMATION



La France a bloqué l'accès à l'application de réseau social chinoise TikTok, affirmant que les rebelles l'utilisent pour organiser des manifestations. Les événements ont entraîné la mort de cinq personnes, dont deux gendarmes et trois Kanak locaux. À la suite de ces incidents, la France a déclaré l'état d'urgence le 16 mai, qui devrait durer au moins 12 jours, a interrompu les vols internationaux et imposé un couvre-feu.

VIOLATION DU DROIT DE VOTE



L'amendement constitutionnel approuvé par la France, qui permet aux nouveaux colons de Nouvelle-Calédonie de voter aux élections locales, a suscité des protestations de la part du peuple autochtone Kanak. Des émeutes impliquant près de 10 000 personnes ont entraîné des destructions et des pillages généralisés dans la capitale Nouméa.

La migration massive des citoyens français métropolitains vers la Nouvelle-Calédonie visait à terme à assimiler la population locale et à intégrer pleinement l'île à la France. Par conséquent, des efforts ont été déployés pour susciter le désir parmi les habitants de coexister avec les nouveaux arrivants. Par exemple, entre 1969 et 1972, plus de 8 000 Français se sont installés en Nouvelle-Calédonie. À la suite de ces politiques, la population de la Nouvelle-Calédonie a considérablement augmenté, tandis que les Kanaks autochtones sont devenus une minorité. Des recherches universitaires montrent que le peuple Kanak représente actuellement un peu plus de 41 % de la population totale de la Nouvelle-Calédonie. À partir de 1975, les indépendantistes kanak ont commencé à protester contre les politiques d'assimilation. L'accord de Nouméa de 1998 a accordé à la Nouvelle-Calédonie un statut spécial. Malgré

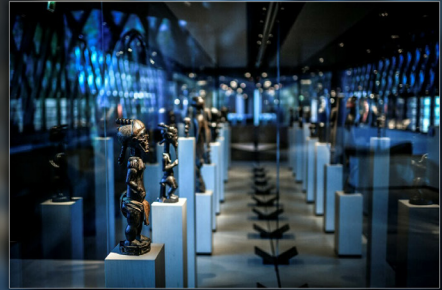
les progrès réalisés par la France dans les domaines éducatif, social et économique ces dernières années, la position des indépendantistes kanak à l'égard de l'indépendance n'a pas changé. Trois référendums sur l'indépendance organisés en 2018, 2020 et 2021 ont tous abouti à un « non ». Par exemple, la différence de voix lors du référendum de 2020 était d'environ 10 000.

En raison de la pandémie de COVID-19, les Kanaks ont boycotté le troisième référendum. Cependant, la France a organisé le référendum, violant ainsi ses engagements envers plus de 30 ans de décolonisation pacifique et inclusive. Selon l'Accord de Nouméa, le droit de vote aux élections provinciales était limité aux résidents de Nouvelle-Calédonie et à leurs enfants à partir de 1998, donnant ainsi une plus grande représentation à la minorité Kanak. La France a jugé cette situation antidémocratique et a apporté un changement constitutionnel accordant le droit de vote aux citoyens français installés en Nouvelle-Calédonie dix ans plus tôt.

Ces dernières années, avec l'accès accru aux médias sociaux et à Internet, les protestations et les manifestations contre les politiques coloniales se sont progressivement multipliées dans les anciennes colonies françaises d'Afrique centrale et occidentale, comme le Sénégal, le Burkina Faso, le Mali et le Niger. Historiquement, les critiques à l'égard de la France sont venues des segments instruits et urbains d'Afrique de l'Ouest, mais les médias sociaux ont diffusé ces critiques à un public plus large.

Il est important de rappeler que près de la moitié des pays d'Afrique étaient autrefois des colonies ou des protectorats français. Ces pays prétendent encore que leur pauvreté, leur corruption et leur sous-développement sont enracinés dans les politiques coloniales passées et néocoloniales actuelles de la France. La France maintient son contrôle social et économique sur ses anciennes colonies en continuant à soutenir des gouvernements corrompus et des dictatures qui protègent ses intérêts plutôt que le bien-être de la population locale.

VIOLATION DU DROIT À LA CULTURE



Encore 90 000 objets appartenant à l'Afrique sont conservés dans les musées publics français. L'Afrique subsaharienne a réaffirmé à plusieurs reprises son intérêt pour le rapatriement d'une partie de ces collections. Cependant, les « demandes de restitution » réclamées par les propriétaires légitimes des objets dans les pays africains ont été rejetées.

Les difficultés juridiques du patrimoine national français interdisent le transfert de toute propriété hors du domaine public français, y compris les objets subsahariens de ses collections de musées publics, et la capacité des musées publics français à transférer des objets d'art hors de leurs collections est fortement limitée par une législation nationale. A ce jour, aucune tentative profonde n'a été faite pour modifier la loi existante, le gouvernement français ne se montrant pas disposé à rapatrier les biens culturels qu'il a pillés, falsifiés, devenus propriétaires pendant sa période coloniale. Mais il est du devoir international de la France de promouvoir la culture africaine en tant que droit de l'homme.

La culture est un droit humain. Lorsque le patrimoine culturel est en danger, tout est en danger. Le patrimoine est l'existence d'une nation – passé historique, présent et futur. Pillage systématique des trésors culturels à l'époque coloniale, la France viole apparemment la Convention concernant les mesures à prendre pour interdire et prévenir l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites des biens culturels, adoptée en 1970.

Près de la moitié des pays d'Afrique étaient autrefois des colonies ou des protectorats français. Ces pays prétendent encore que leur pauvreté, leur corruption et leur sous-développement sont enracinés dans les politiques coloniales passées et néocoloniales actuelles de la France. La France maintient son contrôle social et économique sur ses anciennes colonies en continuant à soutenir des gouvernements corrompus et des dictatures qui protègent ses intérêts plutôt que le bien-être de la population locale.



VIOLATION DE LA LIBERTÉ DE RELIGION

En France, l'islamophobie tend à être un phénomène institutionnel puisque l'État apparaît comme le premier auteur des actes islamophobes. Les femmes musulmanes sont touchées de manière disproportionnée par ce phénomène. Ils souffrent de discrimination, de stigmatisation et d'exclusion dans de nombreux domaines tels que l'emploi, l'éducation, la formation professionnelle, l'accès aux biens et services, etc.

L'interdiction faite aux athlètes françaises qui portent le foulard de participer aux Jeux Olympiques viole les lois internationales relatives aux droits de l'homme et révèle l'hypocrisie discriminatoire des autorités françaises et la lâche faiblesse du Comité International Olympique (CIO).

Les interdictions d'exclusion imposées en France provoquent humiliation, traumatisme et peur et ont conduit de nombreuses femmes et filles à abandonner les sports qu'elles aiment ou même à chercher des opportunités dans d'autres pays. Empêcher les femmes et les filles

musulmanes de participer pleinement et librement à des sports, à des fins de loisirs ou de carrière, peut avoir des effets dévastateurs sur tous les aspects de leur vie, y compris sur leur santé mentale et physique.

En droit international, la neutralité de l'État ou la laïcité ne constituent pas des raisons légitimes pour imposer des restrictions à la liberté d'expression et/ou à la liberté de religion. Et pourtant, depuis plusieurs années, les autorités françaises utilisent ces concepts comme une arme pour justifier la promulgation de lois et de politiques qui touchent de manière disproportionnée les femmes et les filles musulmanes. Et tout cela se produit dans le contexte d'une campagne incessante de vingt ans de législation et de réglementation néfastes sur les vêtements des femmes et des filles musulmanes en France, alimentée par les préjugés, le racisme et l'islamophobie de genre.



FRANCE 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018,
2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024
NO INFORMATION TRANSMITTED

CESSATION DE LA TRANSMISSION D'INFORMATIONS PAR LA FRANCE À L'ONU

- En 1946, l'Assemblée générale des Nations Unies a répertorié 74 territoires qui n'étaient pas autonomes. Ceux-ci comprenaient des territoires français comme la Guyane française, la Martinique et la Nouvelle-Calédonie. La France a déclaré que leur statut futur ne pouvait être décidé que par elle.
- En 1947, la France a cessé d'envoyer des mises à jour à l'ONU sur ces territoires, les soustrayant ainsi à la surveillance de l'ONU. Cela s'est produit avant que l'ONU n'élabore pleinement des normes d'autonomie gouvernementale, établies dans la Déclaration sur la décolonisation de 1960. La Charte des Nations Unies exige que les territoires atteignent une pleine mesure d'autonomie gouvernementale (FMSG). En 1953, l'ONU a décidé que ce serait

elle, et non les pays aux commandes, qui déterminerait quand un territoire aurait atteint le FMSG. La résolution 742 déclarait que l'autonomie gouvernementale pouvait être obtenue en s'associant librement à un autre État dans des conditions d'égalité.

- L'action de la France en 1947 pour soustraire unilatéralement ses territoires à la surveillance de l'ONU était prématurée. Cette idée reposait sur l'idée erronée selon laquelle le simple fait de renommer les colonies en départements ou territoires remplissait leurs obligations internationales. Cette décision a également été influencée par une mentalité coloniale, reflétant les attitudes raciales et les décisions administratives. Il a fallu près de 40 ans à l'ONU pour examiner ces territoires prématurément radiés de la liste. Kanaky (Nouvelle-Calédonie) et Ma'ohi Nui (Polynésie française) ont été réinscrits sur la liste des territoires non autonomes de l'ONU en 1986 et 2013, respectivement. D'autres territoires français comme Wallis et Futuna, la Guadeloupe et la Martinique restent dans un état de « périphérie dépendante ».
- Aucune information n'est transmise à l'ONU sur les autres territoires sous administration française qui ne figurent pas sur la liste officielle des territoires non autonomes de l'ONU.
- Malgré des discussions juridiques et universitaires détaillées, la France affirme que la Déclaration sur la décolonisation et les autres résolutions de l'ONU sur la décolonisation sont non contraignantes et facultatives.

La France ignore systématiquement les mandats de la Charte des Nations Unies :

- 1. Faire progresser les territoires non autonomes (NSGT) vers une pleine autonomie gouvernementale (Article 73b).*
- 2. Fournir des mises à jour annuelles sur le processus de décolonisation (Article 73e).*



HISTOIRES PERSONNELLES SUR LA VIOLATION DES DROITS ET LIBERTÉS DES PERSONNES VIVANT À L'ÉTRANGER

Deux jours après la création du mouvement Nazione en Corse, l'un des militants du mouvement, Anto Simoni, a été brutalement arrêté par la police française. Cet incident s'est produit devant ses deux jeunes enfants. A propos des moments où son fils a été arrêté par la police française, Alan Antoine Simoni, membre du bureau de coordination du mouvement corse Nazione, a déclaré : « La police française a fait sauter la porte de la maison de mon fils. Cependant, il n'a pas hésité à ouvrir la porte lui-même. Après cela, les policiers qui ont mis mon fils au sol l'ont menotté et lui ont mis un pistolet sur la tempe, et tout cela s'est passé devant mon petit-fils de cinq ans. En réponse à l'enfant qui voulait libérer son père avec son esprit d'enfant, l'enfant a été jeté de côté et tous ses jouets ont été brisés. Mon fils a été immédiatement emmené à Paris en raison d'éventuelles protestations en Corse concernant l'incident. Il est vrai qu'il y a eu quelques protestations. Environ trois semaines après l'incident, mon fils a été libéré. Il lui est toutefois interdit de retourner en Corse auprès de sa famille. Si l'on réfléchit logiquement, il n'est pas difficile de comprendre qu'il n'y a aucune accusation contre une personne libérée de prison et qu'elle est soumise à de tels traitements sans raison.

« Oui, peut-être que des millions de personnes dans le monde ont été confrontées à de tels incidents, mais en France, qui se déclare pays des droits de l'homme, ce genre d'attitude est tout simplement un incident terrible », a déclaré notre intervieweur.



ERIC SIMONI ET NAZIONE

Le mécontentement à l'égard des autorités françaises sur l'île grandit, la population se bat pour l'indépendance : « L'assassinat d'Ivan Colonna, le héros de ceux qui ont combattu pour l'indépendance sur l'île, en 2022, alors qu'il était en prison, a provoqué un profond mécontentement. Le président français Emmanuel Macron a tenté d'utiliser la carte de l'autonomie pour réprimer les protestations. Mais les manifestants ont déclaré que l'autonomie n'était pas suffisante.

Eric Simoni, membre du parti Nazione luttant pour l'indépendance de la Corse, a déclaré que l'offre officielle d'autonomie de Paris n'était pas suffisante pour eux : « La France n'accordera pas l'indépendance à la Corse. Nous sommes donc loin de ce que nous demandons. Nous continuerons à travailler pour une véritable solution politique.

E. Simoni a déclaré que le gouvernement français pourrait être à l'origine de la mort de I. Colonna : « Ce n'est pas la première mesure de ce type contre la Corse de la part de l'Élysée ou des pouvoirs qui lui sont liés. Ils utilisent tous les moyens, y compris la pression politique, pour nier l'existence de notre peuple. Le président français Emmanuel Macron agit à l'encontre des principes fondamentaux de son pays et de l'Union européenne. Macron essaie d'enseigner la démocratie à d'autres pays. Mais il ne reconnaît pas le droit de la Corse à décider de son propre destin. Il s'agit d'ailleurs d'un droit reconnu par l'UE. Les mesures prises par Macron constituent une approche totalitaire. Nous ne pouvons pas

accepter cela. Ses efforts pour résoudre les problèmes sont un désastre et ne contribuent à rien.

Le complot mentionnait que les membres du parti, Anto Simoni et Nicolas Pinzutti, avaient été accusés de terrorisme et emmenés à Paris : « Bien qu'ils luttent pour la liberté, ils se heurtent à chaque fois à des obstacles.

E. Simoni a également déclaré que leur lutte se poursuivrait : « Nous profitons des opportunités offertes par le droit international. Nous remercions les pays comme l'Azerbaïdjan qui soutiennent notre voix.

Malgré toutes les difficultés, les Corses poursuivent leur combat pour la liberté de leur pays. Le nouveau parti Nazione rassemble déjà plus de 600 militants. Le fait que le parti ait connu un tel succès dès le premier jour suscite la colère du gouvernement français. Incapable de digérer ce succès du parti politique, le gouvernement français a attaqué les maisons des militants du parti et a commencé à les persécuter. Deux jours après la première réunion de l'assemblée du nouveau parti, Nazione a tenu une conférence de presse à Bastia pour exprimer sa protestation contre la répression brutale et impitoyable de la police française.

Cette ignoble opération policière menée à la demande du Parquet National Antiterroriste reflète clairement la détermination à harceler nos militants et leurs familles.

Aujourd'hui, Nazione condamne ces pratiques déplorables et inacceptables contre des personnes pacifiques, caractéristiques des pires régimes autoritaires », ont déclaré les membres du parti.

On affirmait que leurs militants appartenaient à la terre corse, à leurs familles, à leurs lieux de travail et à la lutte pour la survie de leur pays. Ils doivent être libérés.

« Le seul but de cette nouvelle agression contre le mouvement de

libération nationale est de tenter de réprimer le grand mouvement populaire créé par Nazione et de réduire au silence sa détermination politique.

Les dirigeants politiques français et certains responsables politiques corses écarteront toute motivation politique derrière ces appels, s'appuyant une fois de plus sur leur pouvoir. Nous rappelons que c'est un « mythe » de dire que les autorités politiques et judiciaires sont indépendantes dans les « affaires de Corse » car les arrestations de mardi ont été opérées par la police politique sur ordre de la justice politique.

En effet, l'ensemble du processus est désormais évident et est devenu très rudimentaire : chaque initiative du mouvement indépendantiste se heurte à une répression mécanique.

Ce n'est pas un hasard si ces opérations répressives coïncident avec l'annonce de l'arrivée du ministre français de l'Intérieur Gérard Darmanin en Corse la semaine prochaine. Cette démarche de la police française s'inscrit dans la politique de neutralisation du seul mouvement politique luttant pour l'indépendance de la Corse. Notre lutte politique repose sur la défense résolue des intérêts de la Corse et des Corses », a déclaré le porte-parole de la formation politique. Il a été noté que des centaines de militants de Nazione ont confirmé une fois de plus, lors du vote sur les orientations générales du mouvement du parti, qu'il était le principal acteur en faveur d'une véritable solution politique et d'une véritable paix dans le pays. Cependant, la recherche d'une solution politique porteuse de paix ne signifie jamais abandonner les revendications fondamentales pour l'avenir du peuple corse. « La persécution ne pourra jamais fa



HERVÉ PINTO, PRÉSIDENT DU KOLEKTIF JISTIS MATINIK, CONDAMNÉ À 20 MOIS DE PRISON

En avril 2024, Hervé Pinto est condamné à 15 mois de prison avec sursis, à l'interdiction de se rendre à la cité Clouette aux Trois Ilets et condamné à indemniser une vingtaine de personnes qui avaient porté plainte contre lui pour nuisances sonores et harcèlement.

Il a fait appel de cette décision mais ne s'est pas présenté à son procès le 13 juin. Selon son avocat présent à l'audience, il n'avait pas reçu de convocation de la justice.

Le jugement a été rendu ce jeudi matin (11 juillet), toujours en l'absence d'Hervé Pinto. Les magistrats ont émis un mandat d'arrêt contre lui, estimant qu'il n'avait pas répondu à la convocation de la justice.

Hervé Pinto devra donc être incarcéré, puis peut-être obtenir un régime de semi-liberté ou une vignette électronique.

Il a également été condamné à 170 000 euros d'amende contre une vingtaine de personnes ayant porté plainte contre lui pour nuisances sonores et à 20 mois de prison³.

3 <https://www.facebook.com/photo/?fbid=122152966454064406&set=a.122103666740064406>

«LA FRANCE NOUS GARDE COMME PRISONNIERS POLITIQUES» RESPONSABLE NÉO-CALÉDONIEN



« Il n’y a pas de statut de prisonnier politique en France, mais ce pays maintient nos résidents comme prisonniers politiques. » Le ministre des Affaires étrangères de Nouvelle-Calédonie, Mikael Forest, a déclaré :

« La France se dit championne des droits internationaux, mais elle commet des crimes contre les peuples qu’elle colonise. L’International Freedom Front est l’organisation qui nous rassemble au niveau international. La France n’a pas le statut de prisonniers politiques, mais ce pays maintient nos résidents comme prisonniers politiques. Le gouvernement français discrimine très gravement notre peuple. Lorsqu’il y a des élections en France, les autorités ne nous permettent pas d’exercer notre droit de vote, elles s’y opposent par tous les moyens. L’indépendance est le droit de chaque nation aux quatre coins du monde. Notre reconnaissance nous ouvrira de nombreuses opportunités. En même temps, je tiens à affirmer que nous deviendrons un sujet de droit international.



UNE PLAINTE POUR VIOL CONFIRMÉE PAR LE PROCUREUR DE LA RÉPUBLIQUE, QUI NIE TOUTE IMPLICATION DES FORCES DE L'ORDRE À CE STADE DE L'ENQUÊTE

Le bureau politique du FLNKS a tenu une conférence de presse ce mercredi 4 septembre. Parmi les sujets abordés, « un crime commis par les forces de l'ordre ». Le mouvement composé de partis politiques indépendantistes affirme qu'une plainte a été déposée pour viol. Le procureur confirme la plainte, mais il est trop tôt pour dire si le ou les auteurs appartiennent aux forces de sécurité intérieure.

« Le bureau politique du FLNKS souhaite aujourd'hui dénoncer un crime commis par les forces de l'ordre et dans ce contexte, c'est un crime cautionné par l'Etat. » Dans un communiqué, le Front de libération nationale kanak et socialiste a révélé que « les associations de femmes ont appris avec douleur et horreur qu'une plainte venait d'être déposée contre la police pour viol ».

Cette présumée agression sexuelle aurait été commise sur une femme de 22 ans, dans la nuit du 30 août, à Montravel, Nouméa. La victime a

porté plainte et les associations d'aide aux victimes ont été informées du dossier.

Le FLNKS fait appel aux autres victimes pour qu'elles ne se sentent pas seules, et qu'elles sachent que nous sommes prêts à les accompagner dans toutes les démarches judiciaires, à commencer par le dépôt de plainte. Sachez que vous n'êtes pas seul, alors ne restez pas seul.

Le reportage de Thérèse Waïa et Franck Vergès :

Dans un communiqué ce mercredi soir, le procureur de la République a confirmé qu'« une enquête est actuellement menée par la section de recherche de Nouméa sur l'accusation de viol ». « La jeune femme a expliqué qu'après une soirée arrosée passée entre amis, alors qu'elle marchait sur la voie publique, un véhicule s'est arrêté à ses côtés, rapporte Yves Dupas. Cinq individus, dont quatre portaient des cagoules, en sont sortis. Les individus portaient des vêtements noirs et des gilets qui pourraient s'apparenter à des gilets pare-balles, mais qui, selon la jeune femme, ne portaient aucun marquage.

La plaignante a été entendue, tout comme sa famille et ses amis. « Plusieurs expertises médico-légales et toxicologiques ont été ordonnées, ainsi qu'un examen psychologique. Son état d'ivresse est confirmé et la présence de plusieurs hématomes et écorchures justifie une incapacité totale de travail d'une journée. Plusieurs échantillons ont été prélevés pour analyse génétique.

L'objectif sera « d'une part d'établir la matérialité de l'infraction signalée et, d'autre part, d'identifier le ou les auteurs présumés ». Et Yves Dupas de conclure : « à ce stade de l'enquête, je tiens à souligner que les éléments de la procédure ne sauraient autoriser quiconque à insinuer, ni même à affirmer que des agents appartenant aux forces de sécurité intérieure sont impliqués dans les faits allégués.⁴»

⁴ <https://la1ere.francetvinfo.fr/nouvellecaledonie/une-plainte-pour-viol-a-ete-deposee-contre-les-forces-de->

MEMBRE DU PARTI NAZIONE : LA FRANCE EST EXTRÊMEMENT PRÉOCCUPÉE PAR NOTRE RENFORCEMENT



« Il y a six mois, une société d'anciens prisonniers politiques corses a lancé une initiative visant à fonder un nouveau mouvement politique. Le nouveau mouvement connaît un grand succès depuis sa création. L'Assemblée générale, qui s'est tenue il y a deux jours à Corte, a décidé de créer un nouveau mouvement patriotique, baptisé « Nazione ». La France est extrêmement préoccupée par ce mouvement nouvellement créé. Depuis sa création, son succès et sa popularité sont devenus une source d'inquiétude pour la France », a déclaré dans son interview Jean-Philippe Antolini, ancien porte-parole du parti « Patriotti » et actuellement membre du parti « Nazione ».

Il a déclaré que la France avait commencé à s'inquiéter 48 heures seulement après la tenue de l'Assemblée générale du parti 'Nazione'. « La police française, qui s'est précipitée dans la maison de deux militants, a fait preuve de violence à leur égard et les a arrêtés. La police a détruit leurs maisons. Des images de ces violences sont disponibles sur Internet. Ils ont détruit les maisons des militants, les ont jetés à terre devant leurs enfants, les ont menottés et ont cassé les jouets des enfants. Cet acte de violence montre que l'État se venge », a souligné Jean-Philippe Antolini.

« Nous exigeons la libération de nos militants. Ces violences ne se sont pas produites quelques jours seulement après l'Assemblée générale. Ce que l'on constate, c'est qu'avant chaque visite d'un représentant de la France en Corse, de telles situations agressives sont devenues systématiques. Chaque fois avant la visite du ministre français, des membres de ce mouvement sont arrêtés, ce qui montre que l'État cherche à étouffer notre voix et à nous bloquer » a-t-il déclaré.

Abordant la question de l'autonomie, Jean-Philippe Antolini a souligné qu'il ne peut y avoir d'autonomie sans le législateur, sans la langue corse comme langue officielle, ainsi que sans la reconnaissance du peuple corse et de sa citoyenneté.

« La détention de nos militants montre que nous nous reformons et devenons plus forts, et la France est extrêmement préoccupée par cette situation », a-t-il ajouté.



Militants kanak transférés en métropole : le FLNKS dénonce une décision « inacceptable, anormale, absurde »

François Roux, avocat du Front de libération nationale kanak et socialiste (FLNKS) au barreau de Montpellier, considère l’incarcération de militants kanak en métropole comme une décision « inacceptable, anormale, absurde ».

« Nous ne manquerons pas de saisir la Cour européenne des droits de l’homme », a déclaré mardi sur France Inter François Roux, avocat honoraire du Front de libération nationale kanak et socialiste (FLNKS), alors que les violences ont repris en Nouvelle-Calédonie après la mise en examen. et l’emprisonnement en France métropolitaine de plusieurs militants indépendantistes. Il a dénoncé leur ‘expulsion’ vers la France et contesté les raisons avancées par le procureur de Nouméa qui a justifié ce transfert pour ‘permettre aux enquêtes de se poursuivre dans le calme, à l’abri de toute pression ou collusion frauduleuse ».

Avant de saisir la Cour européenne des droits de l’homme, François Roux envisage de contester cette décision de justice devant la cour d’appel de Nouméa, puis devant la Cour de cassation. « La Convention européenne dit que nul ne peut être soumis à des traitements inhumains et dégradants » rappelle François Roux, estimant que « transférer en France métropolitaine deux mères de jeunes enfants, qui n’ont commis aucune violence elles-mêmes, et les éloigner de 17 000 kilomètres de leur des familles après 96 heures de garde à vue, 20 heures de voyage en avion militaire, ce sont des conditions inhumaines et dégradantes⁵ ».

5 <https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/l-invite-de-6h20/l-invite-de-6h20-du-mardi-25-juin-2024-1196975>

CONCLUSION

Le rapport a mis en lumière les nombreuses violations des droits de l'homme commises dans les territoires français d'outre-mer, avec un accent particulier sur les impacts du colonialisme et des politiques néocoloniales. À travers la dégradation de l'environnement, la suppression culturelle et le déni des droits fondamentaux, la France continue de porter atteinte à l'autonomie et au bien-être des populations autochtones de ces régions. L'exploitation continue des ressources naturelles, les violations systémiques des droits environnementaux et le mépris de la préservation culturelle exacerbent encore les défis socio-économiques auxquels sont confrontées ces communautés.

Le rapport constitue un appel à l'action pour que la communauté internationale reconnaisse et traite ces violations, plaidant pour la décolonisation des territoires français d'outre-mer et la restauration des droits et libertés de leurs habitants. Il est crucial que la France, en tant que leader mondial, respecte ses obligations internationales et s'oriente vers une véritable réconciliation avec son passé colonial, garantissant la justice et l'autonomisation des populations affectées.

Ce rapport expose non seulement les violations structurelles des droits humains dans les territoires français d'outre-mer, mais met également en lumière les luttes profondément personnelles des individus vivant dans ces conditions d'oppression. À travers des histoires personnelles, nous voyons comment le gouvernement français continue de réprimer les mouvements pour l'autonomie, d'emprisonner les militants et de recourir à des mesures sévères contre ceux qui luttent pour leurs droits culturels et politiques.

Du peuple Kanak de Nouvelle-Calédonie aux militants de Corse, ces témoignages personnels illustrent l'approche autoritaire utilisée par

les autorités françaises pour faire taire la dissidence et empêcher l'autodétermination. L'histoire déchirante d'Hervé Pinto, injustement emprisonné, et le sort du mouvement corse « Nazione », dont les membres sont constamment harcelés par la police, reflètent un schéma plus large de répression systématique. De même, le peuple kanak, transféré loin de son territoire et soumis à des conditions inhumaines, illustre le mépris persistant de la France à l'égard des droits des populations autochtones.

Ces histoires personnelles soulignent le besoin urgent d'une attention et d'une action internationales. Au-delà des changements politiques, ces récits nous rappellent le coût humain des pratiques coloniales et néocoloniales, soulignant que la lutte pour la justice, la liberté et la dignité reste cruciale pour ces communautés. La France doit être tenue responsable de ses actes et la communauté internationale doit soutenir les voix de ceux qui luttent pour l'autonomie et les droits humains dans les territoires français d'outre-mer.

REFERENCES

1. Intoxication au Chlordécone (Képone) dans les Territoires Français des Amériques

[https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736\(23\)00180-0/fulltext#:~:text=For%20more%20than%2040%20years,Kepone\)%2C%20in%20banana%20plantations](https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736(23)00180-0/fulltext#:~:text=For%20more%20than%2040%20years,Kepone)%2C%20in%20banana%20plantations)

2. Doherty B, Herfaut J, Le Manach F, Harper S and Zeller D (2015) Reconstruction des pêcheries maritimes nationales à Mayotte de 1950 à 2010.. Pp. 53– 65 In Le Manach F and Pauly D (eds.) Reconstruction des captures de pêche dans l’océan Indien occidental, 1950–2010. Fisheries Centre Research Reports 23(2). Fisheries Centre, University of British Columbia [ISSN 1198–6727].

3. Dupon, J., F., (1986). les effets de l’exploitation minière sur l’environnement des îles hautes : une étude de cas de l’exploitation minière du nickel.

4. Risques d’exposition alimentaire au chlordécone dans les Caraïbes françaises

<https://www.anses.fr/en/content/risks-dietary-exposure-chlordecone-french-caribbean>

Date: Dec 19, 2022

Date accessed: January 4, 2023

5. Dans un contexte de troubles sociaux croissants, l'industrie du nickel de Nouvelle-Calédonie est également en proie à des bouleversements.

<https://www.euractiv.com/section/energy-environment/news/new-caledonias-nickel-industry-in-turmoil/>

6. Le projet d'études sur la dépendance. Étude et analyse sur la gouvernance des dépendances. Carlyle G. Corbin. 1 juin 2024

Liens vers des sources médiatiques

- <https://www.lejournaldesarchipels.com/2023/10/09/overfishing-in-the-indian-ocean-the-tuna-sector-caught-in-the-european-nets/?lang=en>.
- <https://la1ere.francetvinfo.fr/la-penurie-d-eau-a-mayotte-une-consequence-de-la-deforestation-massive-de-l-ile-planete-oultre-mer-1233292.html>.
- <https://www.deutschlandfunk.de/der-westafrikanische-frankreich-und-der-unsichtbare-100.html>.
- <https://www.dw.com/en/are-nigers-uranium-supplies-to-france-under-scrutiny/a-66711717>.



Azərbaycan Respublikasının
Qeyri-Hökumət Təşkilatlarına
Dövlət Dəstəyi Agentliyi



REPORT ON HUMAN RIGHTS VIOLATIONS IN FRENCH OVERSEAS TERRITORIES

Baku 2024

Author: **Parvana Valiyeva (expert)**

Keywords: **Colonialism, Overseas, neo-colonialism, independence**

Funding statement

This study was funded by the Agency on the State Support to Non-governmental organizations.

Declaration of Competing Interest

The authors declare that they have no known competing financial interests or personal relationships that could have appeared to influence the work reported in this paper.

The views expressed in the report do not represent the interests or stance of the donor.

Acknowledgement

The authors would like to thank the following partners for supporting preparation of the report and their collaboration: ***People's Union for the Liberation of Guadeloupe - UPLG, Socialist and National Liberation Front KANAK - FLNKS, National Alliance of Guadeloupe - ANG, Tavini Huira'atira, Movement for Decolonization and Social Emancipation - MDES, International Movement for Reparations - MIR, Movement of Democrats and Environmentalists for Sovereign Martinique - MODEMAS, Party for the Liberation of Martinique – PALIMA, Collective for Justice Martinique***

EXECUTIVE SUMMARY

France's prejudice against national minorities in its overseas areas, its policy and religious discrimination, which is rich in history of colonialism and has taken the lives of millions of people in Africa, Asia and the Arab world, ignoring their rights and freedoms, has become obvious in recent years.

This report was prepared by examining violations of fundamental human rights such as health, education, housing, ecology and environment, cultural heritage, information, freedom of movement, religion and freedom of speech in French colonized areas. The information in the report is aimed to supporting the rightful struggle of the communities living in the countries suffering from colonialism, it can be used as a tool in the advocacy process, and the strengthened communities will fight for their rights and freedoms.

The project reveals how France colonized and currently ruling its overseas territories: New Caledonia, French Polynesia, French Guiana, Guadeloupe, Martinique, Mayotte, Corsica, as well as in the past in Morocco, Algeria.

In its overseas territories, France engages in a policy of cultural hegemony and 'culturcide,' which refers to the deliberate destruction of the cultural heritage of a people. This policy significantly impedes the development of local cultures and traditions. France's actions include enforcing French cultural norms and values over those of the indigenous populations, thereby marginalizing and eroding their unique cultural identities.

France imposes school curricula that are based on French history and geography, which do not reflect the lived experiences, histories, or cultural

contexts of the indigenous peoples in these territories. Additionally, the French language is promoted and prioritized in educational institutions, often leading to the neglect and eventual decline of local languages. Many of these local languages are already endangered, and the lack of support for their use and development in formal education systems accelerates their path towards extinction.

Overall, these assimilation efforts create a scenario where the younger generations of indigenous peoples grow up with limited knowledge and appreciation of their own cultural heritage. They are instead inculcated with French cultural and historical narratives, which undermines their cultural identity and continuity. This strategy not only disrupts the transmission of cultural knowledge and traditions but also poses a serious threat to the preservation of diverse cultural heritages within France's overseas territories.

All forms of colonialism in the world must be ended.

INTRODUCTION

As the largest colonial country in history, France has a very biased policy and discriminates against ethnic minorities. In the 19th century, France colonized 13 overseas territories (France d'outre-mer), including New Caledonia. Although colonialism ended in the 1960s, these regions remained part of French territory. The current problem in New Caledonia, which holds strategic importance in the Southwest Pacific, stems from the methods of the old colonial empires.

The French government is currently carrying out a new policy of colonialism for the sake of its own interests, carrying out a policy of assimilation of local peoples in overseas territories and transferring illegal migrants to those territories.

In France, where the largest number of Muslims live in Europe, insults and protests against the Islamic religion have always been commonplace. Although there are no official statistics of crimes committed on the basis of hatred of other religions, bans against the country's Muslim population, black French, other ethnic and religious groups, especially Muslims, are increasing, religious schools are being closed, mosques are not allowed to be built, imams are being expelled from mosques, the hijab ban is expanding, the beliefs held sacred by Muslims are insulted. This once again shows that racism and Islamophobia are on the rise in France.

Azerbaijan President Ilham Aliyev in his speech at the Ministerial meeting of Non-Alignment Movement Coordinating Bureau held in Baku noted that during the reign of France, which was full of genocides, about 1.5 million Algerians were killed. The skulls of Algerian freedom fighters are

still kept as war trophies in a Paris Museum. Within the framework of the ministerial meeting of the UN Coordinating Bureau, the participants adopted a statement and created the Baku Initiative Group (BIG) against French colonialism at the event dedicated to the topic “Towards the complete elimination of colonialism”. Since its establishment, BIG has taken many initiatives to combat neo-colonialism and managed to alarm France by attracting the attention of the international community and foreign media to the problem of slavery-colonialism, which exists de facto in different regions of the world.

Instead of putting an end to the violations of human rights and freedoms, racism, and the destruction of the history and culture of ethnic minorities in its own country and its overseas territories, France interferes in the internal affairs of other countries. France must apologize to African, Southeast Asian and other UN member countries for its colonial past, bloody colonialist crimes and acts of genocide.

ENVIRONMENTAL RIGHTS VIOLATIONS IN FRENCH OVERSEAS



The desk review was conducted analyzing international treaties on environmental rights, UN declarations and conventions, civil society and media reports on pollution or other ecological damage committed in French overseas territories.

NUCLEAR TESTING IN FRENCH POLYNESIA



Between 1966 and 1996, the French government conducted a total of 193 nuclear tests with 41 atmospheric and 152 underground tests in French Polynesia, particularly on the atolls of Moruroa and Fangataufa. These tests have had long-term environmental and health impacts on local communities, including increased cancer rates and ecological damage. The decision to conduct these tests in French Polynesia was part of France's effort to develop and maintain a nuclear arsenal, with the aim of establishing itself as a global nuclear power.

The concerns of the people of French Polynesia on a nuclear testing programme which lasted for over thirty years heavily distorted referendum process. In 1958, a referendum was held in French Polynesia, which was not an act of self-determination, but rather based on a limited question related to a new French constitution. This set the stage for French Polynesia to become the site of decades of atmospheric nuclear testing in the territory.

NICKEL EXPLOITATION IN NEW CALEDONIA



Colonised by France in 1853, New Caledonia, like Polynesia, is a strategic location for French interests in the Pacific. Its rich mineral resources make it a valuable resource for French interests. According to various estimates, it holds 20% to 30% of the world's nickel stocks, a mineral used in the archipelago to manufacture stainless steel¹.

New Caledonia is the third in the world for nickel reserves, a resource essential for electric vehicles. The island holds strategic geopolitical importance in the Pacific. Consequently, countries like China support the “Melanesian Spearhead Group” to increase their influence in the region. Comuryial exploitation of large nickel deposits in New Caledonia led to the nickel boom of 1969- 1972 impacting on the demographic

¹ <https://www.euractiv.com/section/energy-environment/news/new-caledonias-nickel-industry-in-turmoil/>

composition of the territory and causing social friction between the indigenous Kanaky people and French settlers².

Nickel mining in New Caledonia has had significant environmental impacts, leading to various ecological and social issues. The extraction process and associated activities have caused deforestation, soil erosion, and water pollution, adversely affecting the local biodiversity and ecosystems. The disruption of the soil structure and the removal of vegetation contribute to soil erosion, which can result in sedimentation in rivers and coastal areas. This sedimentation affects water quality and aquatic habitats, harming marine life and coral reefs. The mining process generates waste materials, including tailings and slag, which often contain toxic substances such as heavy metals. These pollutants can leach into groundwater and surface water, contaminating drinking water sources and affecting the health of local communities. The release of these pollutants into the environment can also harm aquatic ecosystems, leading to declines in fish populations and other aquatic species. New Caledonia is known for its rich biodiversity, with many species found nowhere else in the world. The destruction of natural habitats due to mining activities has led to the decline of many plant and animal species. The fragmentation of habitats further exacerbates the challenges faced by wildlife, making it difficult for species to migrate, reproduce, and survive.

The environmental degradation caused by nickel mining has had a profound impact on the local communities, particularly the indigenous Kanak people. The pollution of water sources and the destruction of land have affected traditional practices and livelihoods, leading to social and economic challenges.

² The Dependency Studies Project. Study and Analysis on Dependency Governance. Carlyle G. Corbin. 1 June 2024

Marie-Line Sakilia, Deputy Chairman of the Women's Rights and Family Committee of the Parliament of New Caledonia, echoes similar sentiments regarding the impact of colonial practices on the environment and the Kanak people. She underscores the enduring effects of French colonial policies, which have disrupted the social and environmental fabric of New Caledonia. Sakilia draws attention to the severe ecological damage caused by nickel mining, including pollution and the destruction of natural habitats, which exacerbates the socio-economic challenges faced by the Kanak people. She advocates for the recognition of the Kanak people's rights and the need for sustainable practices that respect the environment and indigenous traditions.

Roch Haocas, Vice-President of the Exploited Kanak Workers' Union, strongly condemns the historical and ongoing exploitation of New Caledonia by French colonial powers. He highlights how the exploitation of the land, particularly through nickel mining, has been detrimental to the Kanak people. Haocas emphasizes that the Kanak people have been systematically marginalized and deprived of their land, leading to severe social and environmental consequences. The nickel mining industry is portrayed as a continuation of colonial exploitation, contributing to environmental degradation and undermining the rights and well-being of the indigenous population

PESTICIDE SCANDAL IN MARTINIQUE AND GUADELOUPE



For more than 40 years, two French territories in the Americas, Martinique and Guadeloupe, have been confronted with one of the biggest environmental scandals in Caribbean history due to the use of an organochlorine pesticide, chlordane (also known under the brand name Kepone), in banana plantations. Although banned from use in the USA since the 1970s, this pesticide was intensively applied in the banana fields of these two French Caribbean territories from 1972 to 1993 to combat the banana weevil, a serious insect pest for banana crops³.

Claudette Duhamel, Vice-Chairman of the Movement of Environmentalists and Democrats for Independent Martinique, spoke about the historical process of assimilation imposed on colonized peoples, particularly in the context of slavery. She described how this process led to the dehumanization and cultural erasure of enslaved Africans, forcing them to adopt the culture and worldview of their colonizers.

³ [https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736\(23\)00180-0/fulltext#:~:text=For%20more%20than%2040%20years,Kepone\)%2C%20in%20banana%20plantations.](https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736(23)00180-0/fulltext#:~:text=For%20more%20than%2040%20years,Kepone)%2C%20in%20banana%20plantations.)

VIOLATION OF RIGHT TO HEALTH



Chlordecone is an endocrine disruptor recognized as neurotoxic and reprotoxic and classified as a possible carcinogen since 1979 by WHO. In Martinique and Guadeloupe, it was revealed that chlordecone, which passes through the food chain, had contaminated not only the soil but also rivers, groundwater, part of the marine coastline, livestock, poultry, fish, shellfish, root vegetables, and the human population itself. It is now recognized that more than 90% of the population of these two territories are continuously subject to chlordecone contamination, mainly via the food chain.

Epidemiological studies have shown that blood concentrations of more than 0.1 mg/L are associated with long-term health problems, including cancer, premature births, and cognitive and motor development disorders⁴. Indeed, high rates of fulminant hepatitis, severe epilepsy, lymphoma, leukemia, and prostate cancer, among other conditions, have been reported in Martinique and Guadeloupe, possibly related to chlordecone exposure.

⁴ Multigner L Kadhel P Rouget F Chlordecone exposure and adverse effects in French West Indies populations. *Environ Sci Pollut Res Int.* 2016; 23: 3-8

With the above-mentioned environmental rights violations, France grossly breaks the key international environmental and climate change agreements it is signatory and ratified:

- 1. United Nations Framework Convention on Climate Change (UNFCCC) (1992)**
- 2. Kyoto Protocol (1997)**
- 3. Paris Agreement (2015)**
- 4. Convention on Biological Diversity (CBD) (1992)**
- 5. Stockholm Convention on Persistent Organic Pollutants (POPs) (2001)**
- 6. Basel Convention on the Control of Transboundary Movements of Hazardous Wastes and Their Disposal (1989)**
- 7. Rotterdam Convention on the Prior Informed Consent Procedure for Certain Hazardous Chemicals and Pesticides in International Trade (1998)**
- 8. Minamata Convention on Mercury (2013)**

VIOLATION OF RIGHT TO EDUCATION



One of the key aspects of cultural dominance is the implementation of assimilation policies. These policies are designed to integrate the indigenous populations into French culture, often at the expense of their own. One way this is achieved is through the education system.

Louis Philippe, a Brazilian lawyer in Sustainable Development, discussed the right to education for indigenous peoples in French Guiana. He emphasized the necessity of culturally adequate education that respects indigenous languages and traditions, advocating for educational processes that include the participation and consent of indigenous communities.

According to Louis Philippe Patrick De Jongh Filho, they fight for the right to education for indigenous peoples in French Guiana, advocating for bilingual education that preserves indigenous languages and respects their right to self-determination. He highlighted the necessity of preserving

and promoting indigenous languages within the educational framework. Many indigenous languages are at risk of extinction, and education systems often prioritize the dominant language of the colonizing power, which in this case is French. Indigenous communities should be involved in the design and implementation of educational programs. Various challenges that indigenous students face, such as discrimination, lack of resources, and the cultural disconnect between their home environment and the school system. These challenges contribute to lower educational attainment and reduced opportunities for indigenous youth.

VIOLATION OF RIGHT TO INFORMATION



France has blocked access to the Chinese social media app TikTok, claiming that the rebels are using it to organize protests. The events have resulted in the deaths of five people, including two gendarmes and three local Kanaks. Following the incidents, France declared a state of emergency on May 16, which is expected to last for at least 12 days, halted international flights, and imposed a curfew.

VIOLATION OF RIGHT TO VOTE



The constitutional amendment approved by France, which allows new settlers in New Caledonia to vote in local elections, has been met with protests by the indigenous Kanak people. Riots involving nearly 10,000 people resulted in widespread destruction and looting in the capital, Noumea.

The mass migration of mainland French citizens to New Caledonia was intended to eventually assimilate the local population and fully integrate the island with France. Consequently, efforts were made to foster a desire among the locals to coexist with the newcomers. For instance, between 1969 and 1972, over 8,000 French citizens settled in New Caledonia. As a result of these policies, the population of New Caledonia grew significantly, while the indigenous Kanaks became a minority. Academic research shows that the Kanak people currently make up just over 41% of New Caledonia's total population. Starting in 1975, Kanak independence supporters began protesting against assimilation policies.

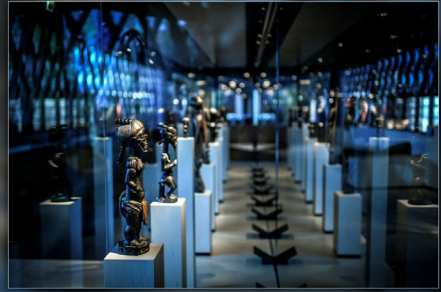
The 1998 Noumea Accord granted New Caledonia special status. Despite France's progress in education, social, and economic sectors in recent years, the Kanak independence supporters' stance on independence has not changed. Three referendums on independence held in 2018, 2020, and 2021 all resulted in "no" votes. For instance, the vote difference in the 2020 referendum was around 10,000.

Due to the COVID-19 pandemic, Kanaks boycotted the third referendum. However, France held the referendum, violating its commitments to over 30 years of peaceful and inclusive decolonization. According to the Noumea Accord, voting rights in provincial elections were limited to residents of New Caledonia and their children as of 1998, giving the minority Kanaks more representation. France deemed this situation undemocratic and made a constitutional change that granted voting rights to French citizens who had settled in New Caledonia ten years earlier.

In recent years, with increased access to social media and the internet, protests and demonstrations against colonial policies have gradually increased in France's former colonies in central and western Africa, such as Senegal, Burkina Faso, Mali, and Niger. Historically, criticisms of France have come from the educated and urban segments of West Africa, but social media has spread these criticisms to a wider audience.

It is important to remember that almost half of the countries in Africa were once French colonies or protectorates. These countries still claim that their poverty, corruption, and underdevelopment are rooted in France's past colonial and ongoing neocolonial policies. France maintains its social and economic control in its former colonies by continuing to support corrupt governments and dictatorships that protect its interests, rather than the welfare of the local population.

VIOLATION OF RIGHT TO CULTURE



Still 90,000 objects belonging to Africa are held by French public museums. Sub-Saharan Africa have reaffirmed their interest in repatriating portions of these collections several times. However, the “restitution requests” claimed by the objects’ legitimate owners in African countries have been denied.

Legal difficulties in France’s national heritage prohibits the transfer of any property out of France’s public domain, including the Sub-Saharan objects in its public museum collections and French public museums’ ability to transfer art objects out of their collections is strongly limited by a national legislation.

Up to date, no profound attempt made to amend the existing law, as the French government does not show willingness to repatriate the cultural property it looted, falsified, made its ownership during its colonial period. But it is France’s international duty to promote African culture as a human right.

Culture is a human right. When cultural heritage is at risk then everything is at risk. Heritage is one nation's existence – historical past, present and future. Systematically loot of cultural treasures during colonial times, France apparently violates the Convention on the Means of Prohibiting and Preventing the Illicit Import, Export and Transfer of Ownership of Cultural Property, which adopted in 1970.

Almost half of the countries in Africa were once French colonies or protectorates. These countries still claim that their poverty, corruption, and underdevelopment are rooted in France's past colonial and ongoing neocolonial policies. France maintains its social and economic control in its former colonies by continuing to support corrupt governments and dictatorships that protect its interests, rather than the welfare of the local population.



VIOLATION OF FREEDOM OF RELIGION

In France, Islamophobia tends to be an institutional phenomenon as the State appears to be the number one perpetrator of Islamophobic acts. Muslim women are disproportionately affected by this phenomenon. They suffer from discrimination, stigmatisation and exclusion in many areas such as employment, education, vocational training, access to goods and services, etc.

The ban on French women athletes who wear headscarves from competing at the Olympic Games breaches international human rights laws and exposes the discriminatory hypocrisy of French authorities and the craven weakness of the International Olympic Committee (IOC).

France's exclusionary bans cause humiliation, trauma and fear and have resulted in many women and girls dropping out of sports they love or even seeking opportunities in other countries. Preventing Muslim women and girls from fully and freely participating in sports, for leisure

and recreation or as a career, can have devastating impacts on all aspects of their lives, including on their mental and physical health.

Under international law, state neutrality or secularism are not legitimate reasons for imposing restrictions on freedom of expression and/or freedom of religion. And yet for several years, French authorities have been weaponizing these concepts to justify the enactment of laws and policies that disproportionately impact Muslim women and girls. And all of this is occurring against a backdrop relentless, twenty-year campaign of harmful lawmaking and regulation of Muslim women's and girls' clothing in France, fuelled by prejudice, racism and gendered Islamophobia.



FRANCE 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018,
2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024
NO INFORMATION TRANSMITTED

CESSATION OF INFORMATION TRANSMISSION BY FRANCE TO UN

- In 1946, UN General Assembly listed 74 territories that were not self-governing. These included French territories like French Guiana, Martinique, and New Caledonia. France said that their future status could only be decided by France.
- In 1947, France stopped sending updates to UN about these territories, removing them from UN oversight. This happened before UN fully developed standards for self-governance, which were established in the 1960 Decolonisation Declaration.

- UN Charter requires that territories achieve a Full Measure of Self-Government (FMSG). In 1953, UN decided it, not the countries in control, would determine when a territory had achieved FMSG. Resolution 742 stated that self-government could be achieved by freely associating with another state on equal terms.
- France's action in 1947 to unilaterally remove its territories from UN oversight was premature. It was based on the mistaken idea that simply renaming colonies to departments or territories fulfilled their international obligations. This move was also influenced by a colonial mindset, reflecting the racial attitudes and administrative decisions.
- It took almost 40 years for UN to review these prematurely delisted territories. Kanaky (New Caledonia) and Ma'ohi Nui (French Polynesia) were put back on the UN list of non-self-governing territories in 1986 and 2013, respectively. Other French territories like Wallis and Futuna, Guadeloupe, and Martinique remain in a state of "dependency periphery."
- No information is transmitted to UN on any of the other French-administered territories which are not on the formal UN list of Non-Self-Governing Territories.
- Despite detailed legal and scholarly discussions, France, claim that the Decolonization Declaration and other UN decolonization resolutions are non-binding and optional.

France consistently ignores the UN Charter's mandates to:

1. *Advance Non-Self-Governing Territories (NSGTs) to full self-government (Article 73b).*
2. *Provide annual updates on the decolonization process (Article 73e).*



PERSONAL STORIES ON THE VIOLATION OF RIGHTS AND FREEDOM OF THE PEOPLE LIVING IN OVERSEAS

Two days after the creation of the Nazione movement in Corsica, one of the activists of the movement, Anto Simoni, was brutally arrested by the French police. This incident happened in front of his two young children. Talking about the moments when his son was detained by the French police, Alan Antoine Simoni, a member of the coordination office of the Corsican “Nazione” movement, said: “The French police blew open the door of my son’s house. However, he did not object to opening the door himself. After that, the police officers who put my son on the ground handcuffed him and put a gun to his head, and all this happened in front of my five-year-old grandson. In response to the child who wanted to free his father with his child’s mind, the child was thrown aside, and all his toys were broken. My son was immediately taken to Paris due to possible protests in Corsica regarding the incident. True, there were some protests. About three weeks after the incident, my son was released from custody. However, he has been banned from returning to Corsica to his family. If we think logically, it is not difficult to understand that there is no charge against a person released from prison and that he is subjected to such treatment for no reason.

“Yes, maybe millions of people in the world have faced such incidents, but in France, which declares itself to be a country of human rights, this kind of attitude is simply a terrible incident,” said our interviewer.



ERIC SIMONI AND NAZIONE

The dissatisfaction with the French authorities on the island is growing, the population is standing up for independence: “The killing of Ivan Colonna, the hero of those who fought for independence on the island, in 2022 while in prison caused serious dissatisfaction. French President Emmanuel Macron tried to use the autonomy card to quell the protests. But the protesters said that autonomy is not enough.”

Eric Simoni, a member of the Nazione Party fighting for the independence of Corsica, said that the official Paris autonomy offer was not enough for them: “France will not grant independence to Corsica. So we are far from what we asked for. We will continue to work for a real political solution.”

E. Simoni said that the French government could be behind I. Colonna’s death: “This is not the first such step against Corsica by the Elysée Palace or its related powers. They use all means, including political pressure, to deny the existence of our people. French President Emmanuel Macron is acting contrary to the basic principles of both his country and the European Union. Macron is trying to teach democracy to other countries. But he does not recognize the right of Corsica to decide its own destiny. Moreover, this is a right recognized by the EU. Macron’s steps are a totalitarian approach. We cannot accept this. His efforts to solve the problems are a disaster and do not contribute to anything.”

It was mentioned in the plot that members of the party, Anto Simoni and Nicolas Pinzutti, were accused of terrorism and taken to Paris: “Although they fight for freedom, they face obstacles every time.”

E. Simoni also said that their struggle will continue: “We use the opportunities provided by international law. We thank countries like Azerbaijan that support our voice.

Despite all the difficulties, Corsicans are continuing their fight for the freedom of their country. The newly-established Nazione Party already brings together more than 600 activists. The fact that the party has been so successful from the very first day is causing the wrath of the French government. Unable to digest this success of the political party, the French government has attacked the houses of the party’s activists and started persecuting them. Two days after the first meeting of the new party’s assembly, Nazione held a press conference in Bastia to voice its protest against brutal and merciless repression by the French police.

These despicable police operation at the behest of the National Anti-Terrorism Prosecutor’s Office clearly reflects the determination to harass our activists and their families.

Today, Nazione condemns these deplorable and unacceptable practices against peaceful people, which are characteristic of the worst authoritarian regimes,” the party members told.

It was stated that their activists belonged to the land of Corsica, to their families, workplaces and the struggle for the survival of their country. They must be released.

“The sole purpose of this renewed aggression against the national liberation movement is to try to suppress the great people’s movement created by Nazione and to silence its political resolve.

French political leaders and some politicians in Corsica will dismiss any political motive behind these calls, once again relying on their power. We reiterate that it is a “myth” to say that the political and judicial authorities are independent in the “Corsica affairs” because the arrests on Tuesday were carried out by the political police on the orders of the political judiciary.

Indeed, the entire process is now obvious and has become very crude: every initiative of the independence movement is met with mechanical repression.

It is no coincidence that these repressive operations coincide with the announcement of the arrival of French Minister of the Interior Gérald Darmanin in Corsica next week. This step of the French police is a part of the policy to neutralize the only political movement fighting for the independence of Corsica. Our political struggle is based on the resolute defense of the interests of Corsica and the Corsicans,” the spokesperson of the political party said. It was noted that hundreds of Nazione activists confirmed again in the vote on the general directions of the party’s movement that it was the main actor in favor of a real political solution and real peace in the country. However, the search for a political solution that brings peace never means abandoning the demands that are fundamental to the future of the Corsican people. “Persecution can never silence our national struggle, or make us surrender. In the coming days, Nazione will continue to promote its political project by bringing together all the Corsicans who agree with our policy”, the party members pointed out, adding that they would intensify their activities in the coming days.

At the end of the press conference, Nazione activists called on the people of Corsica to stage a protest action with slogans “For the rights of the

Corsican people! End the repression! Long live the nation!” in connection with the visit of French Minister of the Interior Gérald Darmanin.

In conclusion, party members stated that the raid by 18 masked French policemen on the houses of Nazione activists was unacceptable. Saying that this was the limit of repression, they pointed out that France, which considers itself a law-governed state and the cradle of human rights, was actually not democratic but dictatorial. They noted that such a situation was possible only in an authoritarian regime. However, all these repressions will not be able to break the will of the Corsicans as they will continue to fight for their freedom.

Petru Antone Tomasi emphasized that under the influence of the French state, the police are eager to suppress the “Nazione” political movement, which opposes Paris’s current strategy.

During the recent meeting of the newly established “Nazione” Party, they declared their intention to intensify their efforts and mobilize for a protest during Gérald Darmanin’s visit.

Their primary objective is to oppose repression and demand recognition of the Corsican people and their rights.



HERVÉ PINTO, PRESIDENT OF KOLEKTIF JISTIS MATINIK, SENTENCED TO 20 MONTHS IN PRISON

In April 2024, Hervé Pinto was sentenced to a 15-month suspended prison sentence, a ban on going to the Clouette housing estate in Trois Ilets and ordered to compensate around twenty people who had filed complaints against him for noise pollution and harassment.

He appealed this decision but did not go to his trial on June 13. According to his lawyer who was present at the hearing, he had not received a summons from the courts.

The judgment was delivered this Thursday morning (July 11), still in Hervé Pinto's absence. The magistrates issued a warrant for his arrest, considering that he did not respond to the summons from the courts.

Hervé Pinto will therefore have to be incarcerated, and then perhaps obtain a semi-liberty regime or an electronic tag.

He was also sentenced to pay a fine of 170,000 euros to around twenty people who filed complaints against him for noise pollution and to 20 months in prison⁵.

⁵ <https://www.facebook.com/photo/?fbid=122152966454064406&set=a.122103666740064406>

"FRANCE KEEPS US AS POLITICAL PRISONERS"

New Caledonian official



"There is no status of political prisoners in France, but this country keeps our residents as political prisoners." The Minister of Foreign Affairs of New Caledonia, Mikael Forest, said:

"France calls itself the champion of international rights, but it commits crimes against the peoples it colonizes. The International Freedom Front is the organization that brings us together at the international level. France does not have the status of political prisoners, but this country keeps our residents as political prisoners. The French government discriminates against our people very seriously. When there is an election in France, the authorities do not allow us to use our right to vote, they oppose it with every effort. Independence is the right of every nation in all corners of the world. Our recognition will open up a number of opportunities for us. At the same time, I want to state that we will become a subject of international law."



A COMPLAINT OF RAPE CONFIRMED BY THE PUBLIC PROSECUTOR, WHO DENIES THE INVOLVEMENT OF LAW ENFORCEMENT AT THIS STAGE OF THE INVESTIGATION

The FLNKS political bureau held a press conference this Wednesday, September 4. Among the topics discussed, “a crime committed by law enforcement.” The movement composed of pro-independence political parties claims that a complaint has been filed for rape. The public prosecutor confirms the complaint, but it is too early to say whether the perpetrator(s) belong to the internal security forces.

“The FLNKS political bureau today wishes to denounce a crime committed by the police and in this context, it is a crime endorsed by the State.” In a press release, the Kanak and Socialist National Liberation Front revealed that “women’s associations learned with pain and horror that a complaint had just been filed against the police for rape”.

This alleged sexual assault was allegedly committed on a 22-year-old woman, during the night of August 30, in Montravel, Noumea. The victim filed a complaint, and victim support associations were notified of the case.

The FLNKS “appeals to other victims so that they do not feel alone, and that they know that we are ready to support them in all legal processes, starting with filing a complaint. Know that you are not alone, so do not remain alone”.

The report by Thérèse Waïa and Franck Vergès:

In a press release this Wednesday evening, the public prosecutor confirmed that “an investigation is currently being conducted by the Noumea research section into the rape charge”. “The young woman explained that after a drunken evening spent with friends, while she was walking on the public highway, a vehicle stopped alongside her, reports Yves Dupas. Five individuals, four of whom were wearing balaclavas, got out. The individuals were wearing black clothing and vests that could be similar to bulletproof vests, but which, according to the young woman, did not bear any markings.”

The complainant was heard, as were her family and friends. “Several forensic and toxicological assessments were ordered, as well as a psychological examination. Her state of intoxication was confirmed, and the presence of several hematomas and abrasions justified a total incapacity for work for one day. Multiple samples were taken for genetic analysis.”

The aim will be “first to establish the materiality of the reported offense and, secondly, to identify the alleged perpetrator(s).” And Yves Dupas concludes: “at this stage of the investigation, I would like to emphasize that the elements of the procedure cannot authorize anyone to insinuate, or even to affirm that agents belonging to the internal security forces are involved in the alleged facts.”⁶

6 <https://la1ere.francetvinfo.fr/nouvellecaledonie/une-plainte-pour-viol-a-ete-deposee-contre-les-forces-de-l-ordre-selon-le-flnks-1518938.html>

**MEMBER OF NAZIONE PARTY:
FRANCE IS EXTREMELY
CONCERNED ABOUT OUR
STRENGTHENING**



“Six months ago, a society of former Corsican political prisoners put forward an initiative to establish a new political movement. The new movement has been a great success since its inception. The General Assembly, held two days ago in Corte, decided to create a new patriotic movement, which is named “Nazione”. France is extremely concerned about the newly created movement. Since its establishment, its success and popularity have become a source of concern for France,” said Jean-Philippe Antolini, the former spokesman for the “Patriotti” Party and currently a member of the “Nazione” Party in his interview.

He said that France began to be concerned right 48 hours after the General Assembly of the “Nazione” party took place. “The French police, who rushed into the house of two activists, demonstrated violence towards them, and detained them. The police destroyed their houses. Images of this violence are available on the internet. They destroyed the houses of the activists, knocked them to the floor in front of their children, handcuffed them, and broke the children’s toys. This act of violence shows that the state is taking revenge,” Jean-Philippe Antolini underlined.

“We demand release of our activists. This violence didn’t just happen a few days after the General Assembly. What we see is that before every visit of any representative of France to Corsica, such aggressive situations have become systematic. Every time before the visit of the French minister, the members of this movement are detained, which shows that the state is trying to drown out our voice and block us,” he mentioned.

Touching upon the issue of autonomy, Jean-Philippe Antolini underscored that there cannot be autonomy without the legislature, the Corsican language as an official language, as well as the recognition of the Corsican people and their citizenship.

“The detention of our activists shows that we are re-forming and getting stronger, and France is extremely concerned about this situation,” he added.



Kanak activists transferred to mainland France: FLNKS denounces an “unacceptable, abnormal, absurd” decision

François Roux, lawyer for the Kanak and Socialist National Liberation Front (FLNKS) at the Montpellier bar, sees the imprisonment of Kanak activists in mainland France as an “unacceptable, abnormal, absurd” decision.

“We will not fail to refer the matter to the European Court of Human Rights” François Roux, honorary lawyer for the Kanak and Socialist National Liberation Front (FLNKS), said on France Inter on Tuesday, as violence resumed in New Caledonia after the indictment and imprisonment in mainland France of several pro-independence activists. He denounced their “deportation” to France and contested the reasons given by the Noumea prosecutor who justified this transfer to “allow investigations to continue in a calm manner, free from any pressure or fraudulent collusion”.

Before taking the matter to the European Court of Human Rights, François Roux plans to challenge this court decision before the Noumea Court of Appeal, then before the Court of Cassation. “The European Convention says that no one can be subjected to inhuman and degrading treatment” recalls François Roux, considering that “transferring two mothers of young children to mainland France, who have not committed any violence themselves, and putting them 17,000 kilometers away from their families after 96 hours in police custody, 20 hours of travel in a military plane, these are inhuman and degrading conditions”.

7 <https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/l-invite-de-6h20/l-invite-de-6h20-du-mardi-25-juin-2024-1196975>

CONCLUSION

The report has highlighted the extensive human rights violations occurring in French overseas territories, with a particular focus on the impacts of colonialism and neo-colonial policies. Through environmental degradation, cultural suppression, and the denial of fundamental rights, France continues to undermine the autonomy and well-being of indigenous populations in these regions. The ongoing exploitation of natural resources, systemic violations of environmental rights, and disregard for cultural preservation further exacerbate the socio-economic challenges faced by these communities.

The report serves as a call to action for the international community to acknowledge and address these violations, advocating for the decolonization of French overseas territories and the restoration of the rights and freedoms of their inhabitants. It is crucial that France, as a global leader, respects its international obligations and moves towards genuine reconciliation with its colonial past, ensuring justice and empowerment for the affected populations.

This report not only exposes the structural human rights violations in French overseas territories but also sheds light on the deeply personal struggles of individuals living under these oppressive conditions. Through personal stories, we see how the French government continues to suppress movements for autonomy, imprison activists, and employ harsh measures against those fighting for their cultural and political rights.

From the Kanak people in New Caledonia to the activists in Corsica, these personal accounts illustrate the heavy-handed approach used by French authorities to silence dissent and prevent self-determination. The

heartbreaking tale of Hervé Pinto, unjustly imprisoned, and the plight of the Corsican movement “Nazione,” whose members face constant police harassment, reflect a broader pattern of systematic repression. Similarly, the Kanak people, who are transferred far from their homeland and subjected to inhumane conditions, showcase France’s continued disregard for the rights of indigenous populations.

These personal stories underscore the urgent need for international attention and action. Beyond policy changes, these narratives remind us of the human cost of colonial and neo-colonial practices, emphasizing that the fight for justice, freedom, and dignity remains critical for these communities. France must be held accountable for its actions, and the international community must support the voices of those struggling for autonomy and human rights across French overseas territories.

REFERENCES

- 1. Chlordecone (Kepone) poisoning in the French Territories in the Americas**
[https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736\(23\)00180-0/fulltext#:~:text=For%20more%20than%2040%20years,Kepone\)%2C%20in%20banana%20plantations](https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736(23)00180-0/fulltext#:~:text=For%20more%20than%2040%20years,Kepone)%2C%20in%20banana%20plantations)
- 2. Doherty B, Herfaut J, Le Manach F, Harper S and Zeller D (2015)** Reconstructing domestic marine fisheries in Mayotte from 1950–2010. Pp. 53– 65 In Le Manach F and Pauly D (eds.) Fisheries catch reconstructions in the Western Indian Ocean, 1950–2010. Fisheries Centre Research Reports 23(2). Fisheries Centre, University of British Columbia [ISSN 1198–6727].
- 3. Dupon, J., F., (1986). the Effects of mining on the environment of high islands: a case study of nickel mining.**
- 4. Risks of dietary exposure to chlordecone in the French Caribbean**
<https://www.anses.fr/en/content/risks-dietary-exposure-chlordecone-french-caribbean>
Date: Dec 19, 2022
Date accessed: January 4, 2023
- 5. Amid growing social unrest, New Caledonia’s nickel industry is also in turmoil.**
<https://www.euractiv.com/section/energy-environment/news/new-caledonias-nickel-industry-in-turmoil/>
- 6. The Dependency Studies Project. Study and Analysis on Dependency Governance. Carlyle G. Corbin. 1 June 2024**

Links to media sources:

- <https://www.lejournaldesarchipels.com/2023/10/09/overfishing-in-the-indian-ocean-the-tuna-sector-caught-in-the-european-nets/?lang=en>.
- <https://la1ere.francetvinfo.fr/la-penurie-d-eau-a-mayotte-une-consequence-de-la-deforestation-massive-de-l-ile-planete-outre-mer-1233292.html>.
- <https://www.deutschlandfunk.de/der-westafrikanische-frankreich-und-der-unsichtbare-100.html>.
- <https://www.dw.com/en/are-nigers-uranium-supplies-to-france-under-scrutiny/a-66711717>.